



*SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DES DOUANES CGT
Midi-Pyrénées & DNSCE*

**Comité Technique DNSCE du 18 mai 2021
-liminaire-**

Madame la Directrice,

à l'ordre du jour de ce comité technique, le point n°2 évoque le bilan social 2020. Les documents de travail transmis parlent d'eux-même, nous ne vous ferons pas l'injure de les commenter. Nous ne vous ferons pas de procès d'intention et avons bien conscience de la difficulté de l'exercice d'actions sociales en temps de pandémie. Nous tenons d'ailleurs à saluer l'engagement permanent des acteurs de la prévention, de la correspondante sociale, de la hiérarchie locale et affirmons que régulièrement en CHSCT, la Douane est citée pour l'exemplarité de son accompagnement lors de la pandémie.

Cependant, nous ne pouvons que constater que le social est bien le grand perdant de l'épidémie et que le bilan n'est pas glorieux.

Le quoiqu'il en coûte présidentiel a un prénom, précarité : 1,5 millions de pauvres, 3 millions de précaires en plus, massacre des indemnités chômage, 300 000 sans abris de plus dans la rue. Tout ça alors que les 10 plus grandes fortunes de France ont vu leur patrimoine augmenter de 175 milliards dans l'année... Décidément, le ruissellement il n'y a que ça de vrai, dommage que ça tombe plus à Monaco qu'au Mirail.

Les déclarations du ministre de l'économie qui dès novembre 2020 « regrettait » que le seul moyen d'éponger l'argent magique jeté aux entreprises et aux laboratoires sans contrôle, sans obligations et sans vergogne serait de faire des réformes structurelles sur la sécurité sociale et les retraites nous montrent que les loups sont à l'affût.

Au niveau de la Douane ensuite, le bilan social est bien évidemment catastrophique. Les baisses de financement du CDAS, la perte des résidences EPAF, l'emblématique vente de Chalès et la baisse des subventions de l'Odod, sont plus que des signaux marqués de l'aversion de nos hauts cadres pour le social, bien plus à l'aise autour de la mission de soutien économique des grands groupes, lobbyistes efficaces.

Le monde du travail a subi une accélération brutale de ses mutations, ni le co-working, ni le télétravail n'augurent rien de bon en terme de collectif de travail et de défense des salariés, de respect de la sphère privée, d'égalité des salariés devant le coût des mesures. La route est bétonnée : la loi de transformation de la fonction publique, en fusionnant les instances, en établissant les lignes directrices de gestion

en terme de mobilité et d'avancement, permet aux cadres de la Douane de se comporter comme des DRH de supermarché. Parlons-en de ces LDG, Madame la directrice, au lendemain des résultats d'un mouvement de mutation, bien pires encore que le pire que nous prévoyions. Déjà, et pas plus loin qu'à la DNSCE il y a au moins un exemple, je crois que vous le savez, d'agent spécialiste, 1er sur sa spécialité, 1^{er} au tableau général, ayant joué le jeu des entretiens pour les postes à profil, à la carrière sans tâche, bénéficiant de la priorité pour rapprochement de conjoint, qui n'obtient pas de mutation et sans explication voit des agents classés derrière prendre les postes et des postes offerts ne pas être pourvus. Inutile de vous préciser les conséquences familiales de tels faits du prince, inutile de vous préciser ce que l'empressement au pire de certains gestionnaires RH nous inspire. Les exemples se multiplient partout d'agents désemparés devant l'opacité et l'injustice des décisions de profilage, sans recours bien évidemment autre qu'un tribunal administratif aux procédures interminables et à l'engorgement chronique.

Oui, Madame la Directrice, ça aussi c'est du social, et ce n'est pas comme ça que l'administration va « attirer des talents », pour reprendre la curieuse expression d'un des documents préparatoires de la performance.

Le social, c'est aussi avoir le courage de donner les moyens à une administration d'exercer un service public. Nous voyons bien, Madame la directrice, les difficultés budgétaires que vous devez gérer, les retards que cela implique déjà. Nous nous sommes déjà élevés contre ces fameuses « décroissances » qui ressemblent furieusement à des enterrements de 2^e classe. Oui, Madame la Directrice, le projet Phèdre, si réelle volonté il y avait, ne devrait en rien vous obliger à bricoler et piocher sur l'existant. Malheureusement, le bilan de la performance que vous nous présentez, transpire par toutes les pores de ce peu glorieux état de fait : on a beau dire et beau faire, les projets ont beau être mirifiques, la DNSCE est un service douanier et à ce titre ne peut échapper au destin de notre administration : le lent déclin du contrôle et des capacités de vigilance de l'État, l'abandon de pans entiers des missions douanières d'utilité économique, sociale et environnementale.

Nous ne vous ferons pas de procès d'intention, madame la Directrice, nous avons trop bien compris ce que la hiérarchie locale subit, mais nous ne pouvons pas oublier que nous sommes défenseurs des agents et des missions douanières et qu'à ce titre nous avons trop bien compris aussi que le maelstrom incessant de réformes et réorganisations cache de plus en plus mal la volonté délibérée de déréguler l'économie, fut-ce au prix des recettes de l'État et d'un bilan social famélique.